



Assemblée générale

Distr. limitée
8 juin 2000
Français
Original: anglais

Vingt-troisième session extraordinaire Comité spécial plénier

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Mónica **Martínez** (Équateur)

Examen et évaluation des progrès accomplis dans l'application des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing

Nouvelles mesures et initiatives visant à surmonter les obstacles à l'application du Programme d'action

Additif

1. Le Comité spécial plénier a examiné les paragraphes 10, 19 et 26 du projet de document de la session extraordinaire [A/S-23/2/Add.2 (Part II)] à sa ____ séance le 9 juin 2000.
2. À la même séance, le Comité a approuvé les amendements aux paragraphes ci-après et recommandé ces paragraphes pour adoption à l'Assemblée extraordinaire tels qu'ils ont été amendés :

- a) Le paragraphe 10 a été amendé comme suit :

« On s'accorde largement à reconnaître que la violence à l'égard des femmes et des filles, qu'elle soit publique ou privée, concerne les droits fondamentaux. On s'accorde à reconnaître que la violence à l'égard des femmes, qu'elle soit commise ou acceptée par l'État ou ses agents, constitue une violation des droits de l'homme. On s'accorde également à reconnaître que les États sont tenus de faire diligence pour prévenir les actes de violence, enquêter sur eux et les sanctionner, que ces actes soient commis par l'État ou par des particuliers, et pour porter assistance aux victimes. On est de plus en plus conscient de la nécessité de prévenir et de réprimer la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris la violence au foyer, qui viole leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales, leur porte atteinte ou les nie, notamment au moyen de meilleures lois, politiques et programmes. »

b) Le paragraphe 19 a été amendé comme suit :

« Dans un certain nombre de pays, ces mécanismes nationaux se heurtent principalement à l'insuffisance des ressources financières et humaines et au manque de volonté politique. Ce problème est exacerbé par le fait que les structures gouvernementales n'ont pas une compréhension suffisante de l'égalité entre les sexes et de l'intégration d'une perspective sexospécifique, par la prévalence de stéréotypes sexistes, d'attitudes discriminatoires, de conflits de priorités gouvernementales et par le fait que, dans certains pays, les mécanismes nationaux ont des mandats imprécis et une place marginale dans les structures gouvernementales nationales, que les données ventilées par sexe et par âge manquent dans de nombreux domaines et que les méthodes d'évaluation des progrès sont insuffisamment utilisées, à quoi s'ajoute le manque de pouvoir et l'insuffisance des liens avec la société civile. Les activités de ces mécanismes nationaux sont par ailleurs entravées par des problèmes de structure et de communication au sein des organismes gouvernementaux et entre eux. »

c) Le paragraphe 26 a été amendé comme suit :

« Certains progrès ont été réalisés au niveau de l'enseignement primaire et, à moindre degré, de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur en faveur des filles, grâce à l'instauration de cadres scolaires tenant mieux compte des sexospécificités, à l'amélioration des infrastructures de l'enseignement, à l'augmentation des taux de scolarisation et à la baisse des taux d'abandon scolaire, à l'établissement de mécanismes d'aide aux adolescentes enceintes et aux mères adolescentes, au développement des possibilités en matière d'enseignement de type non scolaire et à l'orientation d'un plus grand nombre de filles vers des études scientifiques et techniques. La santé des filles, notamment l'hygiène sexuelle et la santé en matière de reproduction des adolescentes, a bénéficié d'une plus grande attention. Un nombre croissant de pays ont adopté des lois visant à interdire la mutilation génitale des petites filles et à imposer de plus lourdes peines aux personnes impliquées dans des services sexuels, le trafic et toutes les autres formes d'exploitation des petites filles, y compris à des fins commerciales. Des progrès ont été accomplis récemment avec l'adoption, par l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session, des protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui concernent l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie impliquant des enfants. »